

---

# Sociologie de la quantification

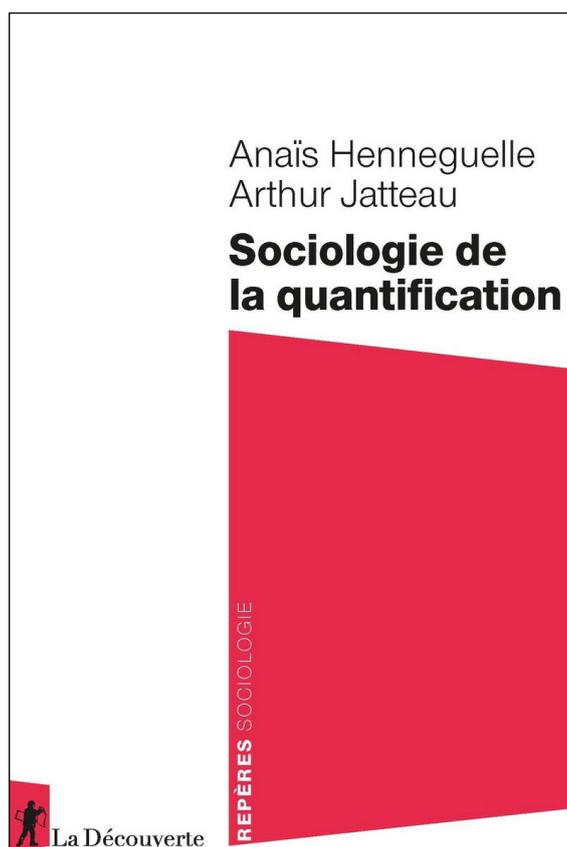
de  
**Anaïs HENNEGUELLE et Arthur JATTEAU (2021)**



**Pauline ADAM<sup>1</sup>**

Université libre de Bruxelles (ULB), Recherche et études en politique internationale (REPI)  
École normale supérieure (ENS), Centre Maurice Halbwachs (CMH)

---



**Livre** (128 pages)

**Auteurs** : Anaïs HENNEGUELLE et Arthur JATTEAU

**Édition** : La Découverte (Collection : Repères n°762) – 2021

**ISBN** : 9782348041853

---

1. pauline.adam@ulb.be

L'ouvrage *Sociologie de la quantification* relève largement le défi de présentation synthétique de la collection Repères. Ses auteures, Anaïs Henneguella et Arthur Jatteau, sont à la fois économistes et sociologues et ont respectivement travaillé sur les statistiques pénitentiaires et les expérimentations aléatoires en économie. Iels proposent ici un guide pratique pour découvrir la sociologie de la quantification. Les différents chapitres de l'ouvrage reviennent sur l'histoire de la quantification (chapitre 1), le cadre théorique de l'analyse de la quantification (chapitre 2 et 5) et des études de cas (chapitre 3 et 4). Plusieurs encadrés didactiques parsèment la lecture et fournissent des éclairages bienvenus sur certaines notions, typologies, institutions ou encore types de statistiques. En complément, une annexe est proposée en ligne, donnant un peu plus de corps à l'exposé grâce à la présentation des différents « acteurs de la quantification ». L'ouvrage est dense mais pédagogique. Ainsi, les novices y trouveront des références incontournables et les initiés un grand résumé.

Le point de départ est le suivant : « les chiffres sont partout » et « occupent aujourd'hui une place prépondérante dans la société » (p. 4). De plus, ils sont bien trop souvent présentés comme des produits finis et leur construction n'est nullement interrogée. C'est ici tout l'intérêt de la sociologie de la quantification. Appréhendée telle une « boîte à outils » (p. 8), celle-ci est définie comme « l'étude des activités sociales de construction, d'élaboration et d'utilisation des chiffres » (p. 5).

La démarche d'Anaïs Henneguella et d'Arthur Jatteau trahit de surcroît l'ambition d'institutionnaliser ce champ d'études. En effet, la publication même d'un ouvrage synthétique sur la sociologie de la quantification et la présentation de ses principales figures, entrées théoriques et objets d'études participent à rassembler différents travaux jusque-là dispersés entre différentes thématiques de recherche.

Les principales clés théoriques de cette « boîte à outils » proposées dans l'ouvrage sont directement empruntées à Alain Desrosières. Ingénieur statisticien et administrateur de l'Insee, il est présenté comme le fondateur de la sociohistoire de la quantification pour son travail réflexif qui a permis de repenser la production statistique (encadré p. 7).

Première clé théorique empruntée à Alain Desrosières et développée au fil de l'ouvrage : le lien intime entre **statistiques et construction de l'État**. L'idée étant que « les statistiques sont produites par l'appareil étatique autant qu'elles participent à sa construction » (p. 13). Au XVI<sup>e</sup> siècle, le début de la centralisation et de l'unification des États accélère la systématisation et la légitimation du travail de quantification (p. 11). La statistique devient par la suite une science de l'État, fidèle à son étymologie (chapitre 1). Elle joue un rôle différent en fonction des époques (à des fins fiscales et militaires dès l'Antiquité, pour lutter contre le chômage dans les années 1930) et des types d'État (pour développer le libre-échange sous un État libéral ou mettre en place des lois et assurances sociales sous un État-providence, voir encadré pp. 14-15).

Deuxième clé théorique de la « boîte à outils » et directement reliée à la première : celle du chiffre comme **outil de preuve et de gouvernement** (chapitre 2). Discipline scientifique, la statistique est un outil de savoir, et en même temps une science de l'État et donc un outil de pouvoir. Les chiffres nous fournissent des informations sur notre environnement et ont également un effet direct sur l'organisation de nos sociétés. Ainsi, les chiffres n'établissent pas simplement des constats objectifs, ils transforment le monde social. L'approche d'Alain Desrosières est associée à celle d'Alain Supiot qui qualifie notre ère de « gouvernance par les nombres » (chapitre 5). Cette thèse repose tout d'abord sur la valeur et le pouvoir construit des chiffres. L'argument chiffré a progressivement été présenté comme indiscutable par sa rigueur, sa scientificité et son objectivité. Depuis la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, le chiffre est également devenu indispensable dans l'organisation des institutions alors soumises à une « obligation de résultat » (p. 81). Les indicateurs servent à piloter l'action publique aux côtés des nouvelles

modalités du *New Public Management* qui importent des techniques de gestion du monde privé dans les administrations publiques. Les techniques de mise en concurrence du *benchmarking* et les nouvelles *big data*, ressources inépuisables, permettent de « contrôler et transformer les conduites des individus » (p. 83).

Enfin, l'ouvrage ne serait pas un guide pratique de la sociologie de la quantification sans la formule indispensable d'Alain Desrosières : « **quantifier c'est convenir puis mesurer** ». Penser les chiffres, c'est penser l'étape de la catégorisation, de la classification, du codage, de la collecte et de la comparaison. Pour compter encore faut-il savoir quoi. Interroger la définition retenue de l'individu qui doit être comptabilisé nous amène à repenser les catégories, à revenir au processus de définition des conventions d'équivalence, aux rapports de force en présence, mais également à la compréhension qui en est faite par les différents acteurs impliqués dans la collecte des données. Si la quantification appelle généralement à la comparaison, les définitions évoluent en fonction des cadres et des échelles dans lesquelles elles s'appliquent. Compter revient également à mesurer. Or, les opérations de codage et de collecte ne vont pas de soi. Elles s'inscrivent dans des contextes particuliers et sont réalisées par des acteurs bien souvent contraints au « bricolage » (p. 45).

Ces clés théoriques sont directement mobilisées dans l'ouvrage pour étudier des indicateurs médiatisés et remettre en cause leur caractère naturel et intemporel. Le Produit intérieur brut (PIB), l'indice des prix à la consommation et la mesure du chômage sur le plan économique (chapitre 3), la mesure de la population, la mesure de l'opinion et les crimes et délits sur le plan démographique et social (chapitre 4). À titre d'exemple, les chiffres de la délinquance sont interrogés via leurs sources. Celles-ci ont progressivement changé pour passer des institutions judiciaires au Ministère de l'intérieur. Cette évolution témoigne d'une acceptation différente de la délinquance, de ce qu'il s'agit de mesurer, de l'utilisation des chiffres et de leurs effets. Ainsi, les chiffres de la délinquance sont révélateurs des activités des institutions qui les produisent plus que d'une « réalité criminelle ».

Il ne s'agit pas pour autant de renoncer à la mise en nombre et au pouvoir « émancipateur » des chiffres (p. 105). L'ouvrage se termine par la proposition d'un programme militant. Il appelle les acteurs sociaux à se réappropriier eux-mêmes les chiffres sur la base des idées lancées par le « statactivisme », néologisme d'Isabelle Bruno, d'Emmanuel Didier et de Julien Prévieux qui défendent l'idée d'une statistique comme arme critique. Ainsi, « ce qui n'est pas compté ne compte pas : dès lors, si quantifier revient bien à visibiliser, il ne faut pas hésiter à « faire du chiffre » ... pour plaider une juste cause ! » (p. 107). Il ne nous reste alors plus qu'à faire nôtre cette proposition.